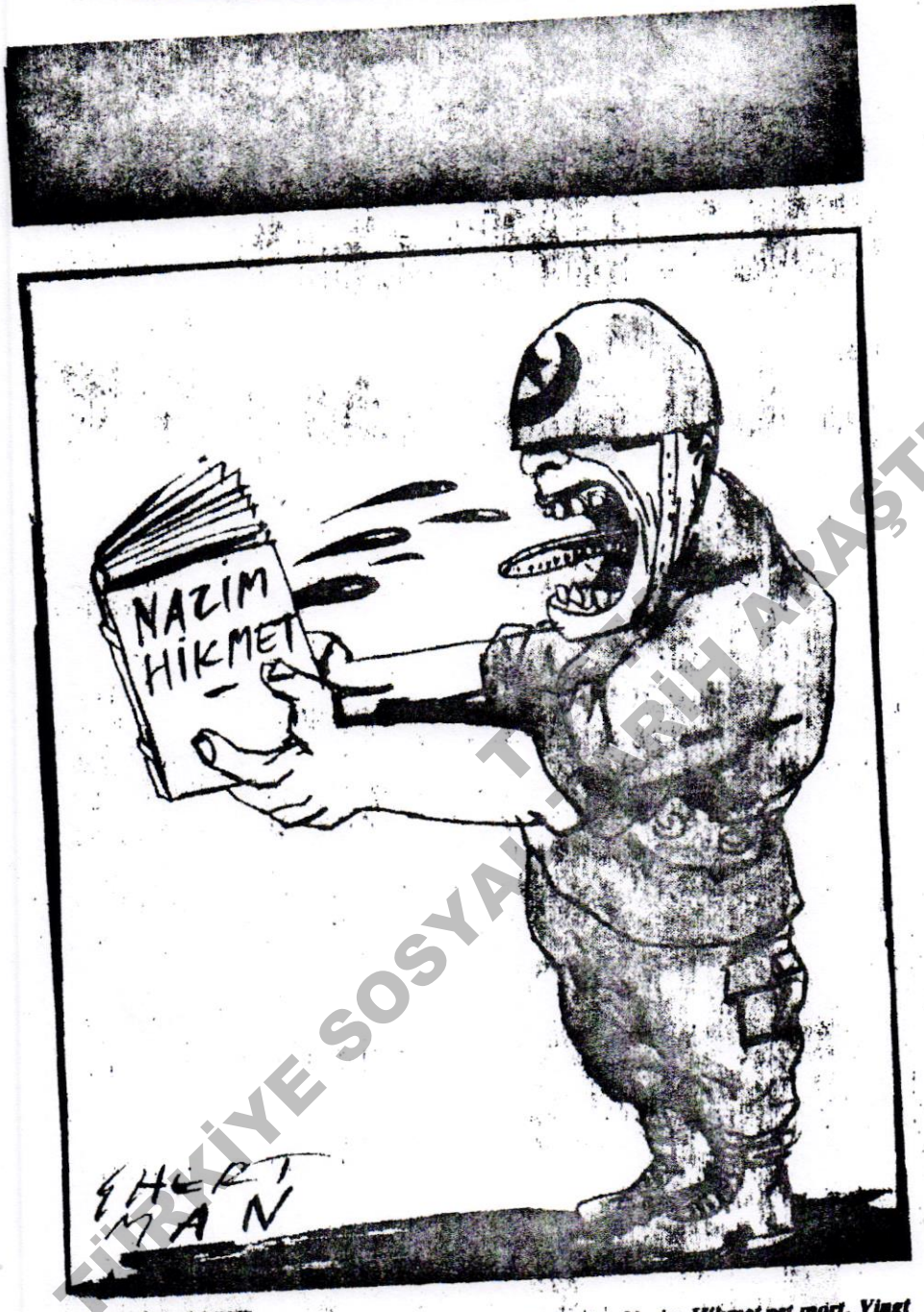
-7

l'Humanité

Mars 1984



TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TURQUIE. *Cela fait vingt ans, cette année, que Nazim Hikmet est mort. Vingt ans que la Turquie a perdu son plus grand poète. Mais la haine fasciste ne désarme pas contre celui qui a chanté la liberté, la justice, l'amour de sa patrie écrasée. Parce que Nazim Hikmet était communiste, parce qu'il incarnait les rêves et les espoirs progressistes, il a passé des années en prison avant de mourir en exil. Réciter ses vers aujourd'hui, dans la Turquie de généraux, est un crime. Organiser une réunion à sa mémoire, c'est se faire accuser d'être « ennemis de la nation ». Dix-huit intellectuels en font actuellement la dure expérience. Mais si on peut interdire les livres et emprisonner les hommes, on ne peut pas fusiller les idées.*

TURQUIE

L'HUMANITE

Mars 1984

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

les urnes de la dictature

Dimanche prochain, sous peine d'amende mais risquant en fait des ennuis autrement plus graves s'ils s'abstiennent, les Turcs se rendront aux urnes sous haute surveillance. Trois ans après son coup d'Etat militaire, le général Evren règne en maître à Ankara, s'appuyant sur une constitution taillée à la mesure de sa dictature, en vertu de laquelle il s'est attibué tous les pouvoirs, et qu'il a imposée il y a tout juste un an au peuple turc à l'issue d'un référendum publiciste totalement tronqué.

De ses pleins pouvoirs, Evren s'en est largement servi. Depuis le 16 mai dernier, les partis politiques — dissous au lendemain du putsch de septembre 1980, tout comme les syndicats, les associations démocratiques et les organisations de libre opinion — ont été, selon la junte, autorisés à se reconstituer. Qui pouvait être dupe d'une telle supercherie destinée à l'opinion occidentale et cherchant à faire croire que la Turquie allait, bon an mal an, retourner à la démocratie ?

Le vernis de la façade libérale s'est écaillé très vite. Les seules formations ayant reçu l'aval du général Evren étant, en quelque sorte, les siennes. Sur les 11 partis candidats, 3 seulement ont trouvé grâce à ses yeux. Tous les trois bon chic bon teint et dirigés par des collaborateurs de l'équipe d'Ankara : il s'agit du Parti de la démocratie nationaliste avec, à sa tête, le général Turgut Sunalp lié à

le vernis de la façade libérale

Evren, le Parti de la mère patrie de Turgut Ozal, tout récemment encore vice-premier ministre de la junte, et le Parti du peuple tout aussi impliqué dans le système dictatorial.

D'autres formations aussi peu suspectes de sympathie pour la gauche que le Parti de la juste voie, représentant une partie de la grande bourgeoisie, ou de la formation sociale-démocrate, le SODEP, se sont heurtés au veto du pouvoir.

Ces quelques éléments en disent long sur la portée réelle du scrutin de dimanche. L'Assemblée parlementaire des 21 pays du Conseil de l'Europe a d'ores et déjà fait savoir que le Parlement croupion issu de cette parodie de consultation populaire *« ne sera pas représentatif et ne saurait siéger en son sein »*.

Le 13 octobre dernier, à l'Assemblée européenne elle-même, en dépit des obstacles dressés par la droite, toutes nationalités confondues, a condamné la dictature. Depuis trois ans, les communistes et apparentés menaient une action incessante pour que les violations des droits de l'homme en Turquie soit l'objet d'un débat.

Car, dans ce pays proche de nous, membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, et lié au système occidental, une répression féroce frappe toute opposition démocratique, libérale ou kurde. En trois ans, le terrorisme d'Etat institutionnalisé est responsable de plus de 100.000 arrestations politiques, de 167 tués dans des opérations de police, de la mort sous la torture de 137 détenus, de 50 pendaisons prononcées à l'issue de procès truqués, de 4.000 peines de mort réclamées contre les syndicalistes par des tribunaux militaires à la botte. Les anciennes prisons ne suffisent plus, 80 centres de détention ont été créés où les conditions sont si dures qu'en juillet dernier et pendant 31 jours exactement, 2500 prisonniers ont poursuivi une grève de la faim dans les plus atroces conditions et les pires souffrances.

« Bien qu'aucune sentense n'ait été prononcée contre nous, nous avons commencé à être exécutés lentement il est vrai, mais très concrètement » écrivait du fond de sa geôle, Abdullah Basturk, président du syndicat progressiste DISK menacé avec 51 de ses compagnons de la peine capitale. Pour avoir osé assumer leur défense, le bâtonnier d'Istanbul, Ohran Apaydin et ses confrères se sont à leur tour retrouvés au banc des accusés. A Dyarbakyr, le maire Mehdi Zana vient d'être condamné à 24 ans de détention pour *« avoir parlé kurde avec ses administrés »*.

la violation quotidienne des droits de l'homme

Les universités sont soumises à des purges sévères, une chape de plomb de la censure pèse sur la presse même quand celle-ci s'avoue ouvertement de droite. Les journaux ont reçu l'interdiction de rendre compte des multiples procès qui, dans tout le pays, frappent les forces patriotiques. Mais la cible qu'affectionne le plus particulièrement la junte est sans conteste la classe ouvrière. Dépourvue du droit de grève, privée de ses défenseurs, elle paie dans sa chair la politique de dépendance exercée par la junte à l'égard de l'impérialisme. L'économie turque dominée par la finance internationale est compromise pour très longtemps.

Pour la seule année 1981, attirés par une dictature digne de confiance et des taux d'intérêt élevés, a atteint le niveau des 25 années précédentes. Ce sont autant de facteurs qui réjouissent la Maison Blanche. Récemment, le président Reagan a souligné *« la grande importantce »* qu'il attribuait à la coopération économique avec la Turquie, en y envoyant des investissements US à la recherche de juteux contrats. Et pour mieux prouver son « amitié » à ce pays, maillon stratégique du dispositif militaire de l'OTAN, le chef de l'Etat américain a fixé à 715 millions de dollars l'aide accordée à Ankara en échange de quoi, la junte a accepté l'envoi sur le territoire turc de deux avions-radars AWACS.

En septembre 1980, la Maison Blanche avait accueilli avec *« soulagement »* le coup d'Etat du général Evren auquel les Etats-Unis n'étaient d'ailleurs pas étrangers. On en mesure aujourd'hui toutes les dramatiques conséquences : un peuple sous la botte sur lequel s'acharne les bourreaux. ●

Dominique BARI

L HUMANITE MARS 1984



des tortures bestiales

En Turquie on torture bestialement, systématiquement. Tout citoyen est réduit à l'arbitraire du régime. Nous citons ici le cas d'un jeune Turc, Sahabeddin Buz, travaillant à Hanovre et retourné chez lui en octobre 1982 pour régler sa situation militaire.

« Peu de temps après mon retour en Turquie, j'ai été arrêté chez mon père, maire du village. Les policiers n'avaient aucun mandat d'amener. J'ai été conduit dans un centre de police où, pendant cinquante jours, j'ai été torturé de la pire manière. On m'accusait d'appartenir à un syndicat en RFA parce que le 1er mai 1982 j'avais participé à une manifestation, à Francfort, organisée par le DGB (la centrale syndicale ouest-allemande).

« Pendant quatre jours et quatre nuits j'ai été pendu à des crochets de boucher sous le feu de projecteurs dans les yeux. J'ai subi les électrodes, aux mains, aux pieds, aux testicules. J'ai été frappé sur la plante des pieds jusqu'à ce que les chairs éclatent. Ils m'ont ensuite descendu et mis debout dans l'eau salée. Mes cris se confondaient avec ceux des autres torturés soumis aux mêmes traitements. Ces sévices ont duré cinquante jours. Ils m'ont ensuite conduit dans un camp de l'armée à Iskenderun. Là aussi on y pratiquait la torture et les coups. En mars 1983, un tribunal militaire a prononcé un non-lieu. J'ai été relâché. Mais ils ont gardé mon passeport et je ne pouvais quitter le pays où j'étais toujours en butte à de nouvelles mesures arbitraires. »

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TİSTAV ARŞİVİ